DIAL 2397

CUBA - Quand Fidel Castro parle de La situation mondiale. Globalisation, néolibéralisme, pauvreté, Nations unies, Europe, États-Unis, Amérique latine

Federico Mayor

dimanche 16 juillet 2000, mis en ligne par Dial

Federico Mayor, qui était il y a encore peu de temps directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation et la culture (UNESCO) a interviewé Fidel Castro le 28 janvier 2000 à l'occasion de la seconde Rencontre internationale d'économistes qui a eu lieu à La Havane du 24 au 28 janvier. Granma*, organe officiel du Comité central du Parti communiste cubain, en a publié le texte intégral le 23 juin. Nous en avons extrait les passages dans lesquels Fidel Castro exprime son analyse de la situation mondiale.*

Un ordre néolibéral et globalisé

Fidel Castro : [...] Dans un régime capitaliste, y compris dans les pays les plus industrialisés, ce sont les grandes entreprises nationales et internationales qui en réalité gouvernent. Ce sont elles qui décident de l'investissement et du développement. Elles sont responsables de la production matérielle, des services économiques essentiels et d'une grande partie des services sociaux. L'État, simplement, perçoit les impôts, les distribue et les dépense. Dans beaucoup d'entre eux, le gouvernement tout entier peut partir en vacances sans que personne s'en rende compte. Le système capitaliste développé, qui a dérivé ensuite vers l'impérialisme moderne, a finalement imposé un ordre néolibéral et globalisé qui est tout simplement insoutenable. Il a créé un monde de spéculation, de formation fictive de richesses et de valeurs qui n'ont rien à voir avec la production réelle, et de fortunes personnelles fabuleuses, dont certaines dépassent le Produit intérieur brut de dizaines de pays pauvres. Sans compter le pillage et le gaspillage des ressources naturelles du monde et la vie misérable de milliards de personnes. Il ne promet rien à l'humanité et il ne va vers rien si ce n'est son autodestruction, en détruisant peut-être avec lui les conditions naturelles qui permettent la vie de l'homme sur la planète. La fin de l'histoire, que certains rêveurs euphoriques ont imaginée, n'est pas arrivée. L'histoire ne fait peut-être que commencer réellement aujourd'hui. [...]

L'Union européenne

Federico Mayor : Les États-Unis ne sont pas les seuls à imposer toutes sortes de conditions. L'Union européenne a elle aussi essayé d'introduire une « clause démocratique » dans les relations commerciales entre l'Europe et Cuba. Que pensez-vous de cette manière de procéder ?

Fidel Castro : Il est significatif que l'Union européenne se montre beaucoup moins « préoccupée » avec les autres pays, sans doute parce qu'ils représentent un intérêt économique plus grand que le nôtre. En tout cas, aucune condition n'est admissible quand il s'agit des principes inaliénables de notre Patrie. On ne

peut pas poser des conditions lorsqu'il s'agit de la forme de l'organisation politique d'une nation souveraine. Cuba ne négocie pas et ne vend pas sa Révolution, qui a coûté le sang et le sacrifice de beaucoup de ses enfants.

D'autre part, tout dépend de ce qu'on entend par « clause démocratique ». Combien d'États dits « démocratiques » sont endettés jusqu'au cou ? Combien d'entre eux permettent que le pourcentage de leur population vivant dans des conditions d'extrême pauvreté atteigne jusqu'à 30 % ? Pourquoi des pays qui ont des dizaines de milliers d'enfants dans les rues et d'innombrables analphabètes seraient traités mieux que nous ? Nous ne comprenons pas pourquoi. Cuba n'acceptera jamais des conditions politiques venant de l'Union européenne et encore moins des États-Unis. Il vaut mieux qu'ils arrivent à le comprendre.

Nous, nous ne discutons pas si en Europe il y a des monarchies ou des républiques, des conservateurs ou des sociaux-démocrates au pouvoir, des défenseurs ou des adversaires d'une idyllique troisième voie ; des mouvements vers la gauche, le centre ou la droite ; des apologistes ou des détracteurs du soi-disant « État de bien-être » avec lequel on essaye de remédier au mal incurable du chômage. Nous ne sommes même pas obligés de nous mêler de ce que font les crânes rasés des tendances néonazies qui resurgissent. Bien que nous ayons des opinions sur ces thèmes et sur beaucoup d'autres, nous ne pouvons pas introduire des clauses révolutionnaires dans nos relations avec l'Europe. Nous nourrissons l'espoir que les Européens règlent cela eux-mêmes. […]

Les pauvres de plus en plus pauvres

Federico Mayor : Y a -t-il pour les pauvres la plus petite espérance d'accéder à une vie meilleure dans les vingt prochaines années ?

Fidel Castro : L'humanité commence à prendre conscience. Voyez ce qui s'est passé à Seattle et à Davos.

On rappelle souvent les horreurs de l'holocauste et les génocides qui ont eu lieu tout au long du siècle, mais on semble oublier que chaque jour, à cause de l'ordre économique dont nous parlons, des dizaines de milliers de personnes meurent de faim ou de maladies évitables. On peut exhiber des statistiques de croissance apparemment positives, mais en fin de compte, c'est toujours la même chose ou c'est pire pour les pays du tiers-monde. La croissance repose souvent sur l'accumulation de biens de consommation qui ne contribuent en rien à un véritable développement et à une meilleure distribution de la richesse. La grande réalité, c'est qu'après plusieurs décennies de néolibéralisme, les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres.

La question de la dette

Federico Mayor : Pendant le dernier sommet du Groupe des 77 qui a eu lieu en avril a La Havane, vous avez exposé un ensemble d'idées pour réformer l'ordre international. Pouvez-vous nous rappeler ces propositions ?

Fidel Castro : J'ai plaidé pour l'annulation de la dette extérieure des pays les moins développés et pour un allégement considérable de celle de beaucoup d'autres pays. Je me suis prononcé également pour la suppression du Fonds monétaire international. Il est temps aujourd'hui que les pays du tiers-monde exigent de se libérer d'un mécanisme qui n'a pas été capable d'assurer la stabilité de l'économie mondiale. D'une manière plus générale, j'ai fustigé les effets néfastes de cette politique hypocrite qu'est le néolibéralisme sur tous les pays sous-développés et en particulier sur ceux d'Amérique latine et des Caraïbes. J'ai dit qu'il fallait un Nuremberg pour juger le génocide que représente l'actuel ordre économique mondial.

Federico Mayor : C'est un peu exagéré !

Fidel Castro : C'est plutôt le contraire : un peu modéré. […]

Rénover les Nations Unies

Federico Mayor : Avez-vous la même opinion sur les Nations unies ?

Fidel Castro : Non, pas du tout, encore que je trouve leur structure anachronique. Après 55 ans d'existence, il est nécessaire de revoir leur organisation. Les Nations unies doivent mériter leur nom : elles doivent être réellement unies pour des objectifs véritablement humains et essentiels. Tous les pays, grands et petits, développés et sous-développés, doivent avoir la possibilité réelle de faire entendre leurs voix. L'ONU devrait être un grand espace de rencontre où toutes les opinions et les points de vue pourraient s'exprimer et être débattus. Son fonctionnement doit être réellement démocratique. Il est important qu'à l'intérieur des organes des Nations unies, des regroupements comme le Groupe des 77 et le Mouvement des pays non alignés puissent jouer un rôle. La structure des Nations unies doit être transformée pour que l'organisation joue le rôle important qui lui incombe dans le monde actuel. Le développement social, par exemple, est aujourd'hui une des nécessités les plus dramatiques du tiers-monde, et la mission de la Banque mondiale n'est pas d'apporter des fonds pour résoudre des crises financières ; elle a été créée pour faire avancer le développement social, dont le retard est aujourd'hui la plus grande calamité de notre époque.

Un monde digne des hommes

Federico Mayor : Quand vous regardez la carte du monde, quels changements feriez-vous ?

Fidel Castro : Je penserais à un monde digne de l'espèce humaine, sans nations super riches et gaspilleuses face à d'innombrables pays soumis à l'indigence ; un monde dans lequel toutes les identités et les cultures seraient préservées, un monde de justice et de solidarité ; un monde sans pillage, sans oppression, sans guerre, dans lequel la science et la technique seraient au service de l'homme ; un monde où la nature serait protégée et où le grand nombre de personnes que nous sommes aujourd'hui pourrait vivre, se développer et profiter des richesses spirituelles et matérielles que leur intelligence et leur effort sont capables de créer.

Il n'est pas nécessaire de me le demander. Je rêve d'un monde qu'on ne pourra jamais atteindre à partir de la philosophie du capitalisme.

L'avenir de l'Amérique latine

Federico Mayor : Que pensez-vous de l'évolution de l'Amérique latine dans son ensemble ?

Fidel Castro : Je pense qu'elle a perdu presque 200 ans d'histoire dans son développement social et son intégration politique. Certains pays d'Amérique latine ont beaucoup plus de ressources économiques que Cuba, soumise à un blocus depuis déjà plus de 40 ans. Mais si on les observe bien, on s'aperçoit que dans beaucoup d'entre eux le tiers de la population ne sait ni lire ni écrire, que des millions de Latino-Américains manquent même d'un toit pour s'abriter, que les pays sont endettés à un tel point que leur développement en est pratiquement impossible. La dette latino-américaine est si importante que beaucoup de nations de la région, quel que soit leur Produit intérieur brut, ne garantissent pas une qualité de vie digne à la majorité de leurs citoyens. Leurs économies, qui en chiffres macro-économiques semblent parfois bien marcher, sont tombées entre les mains des grandes puissances financières et technologiques. Des capitaux dont personne ne sait ni ne peut calculer le montant s'échappent de tous ces pays vers les pays riches. Leurs monnaies faibles sont sans défense face aux assauts des spéculateurs. Les réserves de devises avec lesquelles on essaye de les défendre sont des fonds stériles qui coûtent cher, qui ne contribuent en rien au développement économique et social, et disparaissent en quelques jours devant n'importe quel danger de dévaluation. Les ressources provenant des privatisations qui font perdre tout contrôle sur le patrimoine national, disparaissent sans apporter aucun bénéfice. Face à une menace de crise financière ou de dévaluation, tous les capitaux fuient, aussi bien les prêts faits à court terme que ceux des nationaux effrayés par le risque imminent de voir diminuer leur épargne. Les solutions

commodes consistant à augmenter sans limites les taux d'intérêt, rendent chaotique et compliquent toute la vie économique du pays. L'Amérique latine, comme le reste du tiers-monde, est victime d'un ordre économique international qui lui a été imposé, et dont j'ai déjà dit qu'il était insoutenable. Divisés et balkanisés comme nous le sommes, séduits par de trompeuses illusions de progrès et de développement émanant des chants de sirène d'un traité de libre commerce pour tout le continent, les pays d'Amérique latine courent le risque de perdre définitivement leur indépendance et d'être annexés par les États-Unis.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 2397.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : *Granma*, juin 2000.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - http://www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.